Réunion Belgique asbl

Août 2012

LA GAZETTEKE #5

Le magazine des réunionnais de Belgique

1. EDITO par Frédéric CELESTE

Partir pour grandir…

Chers lecteurs,

Les récents évènements à la Réunion nous ont rappelé certaines évidences et mis en lumière un fait qui semble nouveau mais qui ne l'est pas: de plus en plus de réunionnais et de réunionnaises arrivent sur le marché du travail munis de hautes qualifications, résultat d'une mobilité consentie et préparée.

L'île de la Réunion s'avère être le département le plus sinistré sur le plan économique avec un taux de chômage avoisinant les 40%. Dès les débuts des années 60, la migration instituée par l'Etat s'est présentée comme une solution alternative à la jeunesse réunionnaise. Et cette politique n'a cessé de se développer et de s'améliorer notamment avec les nombreuses aides du Conseil Régional.

Il est indéniable, que la mobilité constitue une clé pour la réussite. Certes, tout dépend de ce que l'on entend par « réussite », mais il est clair qu'il ne faut jamais hésiter à quitter l'île si l'occasion se présente. C'est le seul moyen de se frotter concrètement à d'autres contrées et donc à d'autres mentalités. La mobilité nous aide, en réalité, à garder l'esprit ouvert à la nouveauté et à la différence. Une façon d'abolir les frontières de l'esprit et par ricochet celles du cœur…..Aussi, encourageons-la autant que possible. (Je vous renvoie à l'excellent ouvrage La mobilité professionnelle en sélection dans notre rubrique culturelle)…..

Toutefois, il serait naïf d'imaginer qu'elle soit la panacée. D'autant que ce leitmotiv de la mobilité peut parfois induire une vision manichéenne de la jeunesse réunionnaise. Avec d'un côté ceux qui décident de partir et dès lors perçus comme des combatifs qui osent. Et de l'autre, ceux qui choisissent de rester dans l'île et ainsi considérés comme des attentistes. … La réalité est un peu plus complexe. En effet, nombre de personnes qui ont été distinguées par un haut niveau de formation regrettent de ne pouvoir trouver un poste dans leur île natale. Et de plus en plus de jeunes formés à la Réunion se heurtent aux mêmes écueils.

Réduire ainsi la notion de mobilité à un simple départ vers une formation qualifiante en vu d'accéder à un emploi en métropole ou en Europe, cela s'apparente plus à un exil. En réalité, une mobilité authentique doit nécessairement avoir son pendant naturel: la possibilité du retour.

Aujourd'hui, près de 250 000 réunionnais(e)s composent ce que l'on nomme la diaspora dont plus de 70 % se sentent « avant tout » Réunionnais. Parmi eux, on compte nombre de jeunes dotés d'excellentes formations, et tous ceux qui d'une façon ou d'une autre peuvent contribuer au dynamisme économique de La Réunion.

Depuis 40 ans, les politiques de migration ont mué, mais demeure le problème crucial pour La Réunion qui est de fournir du travail à

toutes ces forces vives. Si les solutions imaginées convergent plus que jamais vers une incontournable mobilité, il ne serait pas moins légitime que La Réunion en soit la première bénéficiaire in fine.

Le XXIème siècle s'est ouvert sur de nouvelles opportunités dans les domaines les plus variés. Je n'en choisirai qu'un seul mais qui résume, me semble-t-il, le potentiel de la Réunion : la biodiversité. Ce terme peut paraître sinon galvaudé mais à tout le moins malmené tant il est mis à toutes les sauces… Mais j'y vois des niches d'emplois notamment dans les domaines des biotechnologies (en particulier dans la gestion intelligente de nos déchets). A ce propos, il est à saluer le travail conséquent déjà initié par l'Université de la Réunion. La Belgique est d'ailleurs un important acteur dans ce domaine (cf. article page 14)

A l'image de Martin Luther King, faisons un rêve pour la Réunion en prenant soin de garder les pieds sur terre.

Serait-il si utopique d'imaginer sur notre île un pôle de recherche scientifique, avec un rayonnement international, dans ces secteurs ? Nous sommes des européens, ne sous-estimons pas cette aubaine même si la crise est passée par là.

Enfin conscients de nos ressources, nous serons un peu moins spectateurs de l'évolution du monde. C'est peut-être cela « partir pour grandir »… Bonne lecture.

Dans ce numéro :

1. Edito	1
2. Focus Europe	2
3. International	9
4. Environnement	10
5. Culture	14
6. Vie Pratique	17
7. Cuisine	18
8. Portrait	19
9. Nouvelle équipe	20

Vers l'union bancaire européenne
Selon la Commission européenne, une union des banques européennes pourra être mise en place dès 2013, et ce sans modification des traités européens. Par union bancaire, le président de la Commission européenne entend la création d'un organe européen de contrôle transfrontalier, un fonds commun de garantie des dépôts et un fonds de démantèlement financé par des taxes sur les établissements financiers. Les dirigeants européens souhaitent adopter un calendrier en vue d'une union renforcée lors du sommet des 28 et 29 juin prochain.

L'Espagne rejoint "le groupe de la dette"
Madrid a obtenu l'assurance de recevoir 100 milliards d'euros d'aide dans le but d'éviter des retraits massifs dans ses banques dans le cas où la crise de la dette reprendrait le dessus.

Le blocage des distributeurs et des frontières
Les responsables européens des finances envisagent de limiter les retraits d'argent aux distributeurs, d'imposer des contrôles aux frontières et d'introduire des contrôles plus rigoureux de mouvements des capitaux. Ces mesures pourraient être mises en œuvre dans l'hypothèse où la Grèce décidait de quitter l'euro.

La limitation des prêts hypothécaires
La capacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts hypothécaires sera examinée avec plus d'attention dans le cadre de la première série de règles européennes sur les hypothèques qui a été soutenue par le Parlement le 7 juin dernier.

Ces règles ont pour objectif de lutter contre les crédits irresponsables sur le marché hypothécaire de l'UE, un budget de 6,4 mille milliards d'euros. Ces crédits ont mené à des bulles immobilières en Espagne, en Grande-Bretagne et en Irlande et ont obligé les banques à recourir à des renflouements coûteux pour les contribuables.

Economie et efficacité énergétique
Selon l'AIE, des milliards d'euros d'investissements pour l'énergie propre sont nécessaires partout dans le monde avant 2050, afin de freiner les émissions de carbone. C'est ce qu'affirme un nouveau rapport qui pourrait servir de base à un débat sur certaines des politiques énergétiques européennes les plus controversées.
Ce rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié hier (11 juin) explique que même si les investissements dans l'énergie propre sont essentiels pour réduire la consommation de carburants fossiles, améliorer l'efficacité énergétique demeure le meilleur moyen de mieux gérer l'énergie dans les décennies à venir.

Les énergies renouvelables
L'énergie provenant de sources renouvelables a été estimé à 12,4% de la consommation finale brute d'énergie dans **l'UE27,** contre 11,7% en 2009 et 10,5% en 2008. La directive de 2009 sur les énergies renouvelables a fixé des objectifs pour tous les États membres, tels que l'UE atteindra une part de 20% de la consommation totale d'énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2020. Les pays comme la Suède, la Finlande, l'Autriche sont les meilleurs élèves au sein de l'UE dans ce domaine.

Suite >>

L'Union européenne et la Chine renforcent la coopération dans les domaines de l'agriculture et du développement rural

M. Dacian Cioloş, membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture et du développement rural, et le ministre chinois de l'agriculture, M. Han Changfu, ont signé le 11 juin 2011 à Pékin un plan de coopération dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. S'appuyant sur les relations déjà établies entre la Chine et l'Union européenne, ce plan permettra de donner une nouvelle impulsion au partenariat existant et d'apporter des bénéfices mutuels en instaurant une relation plus solide et plus étroite dans le domaine de l'agriculture, de façon à pouvoir s'attaquer, de concert, plus efficacement aux défis bilatéraux et internationaux. L'UE est actuellement, pour la Chine, le troisième plus gros marché d'exportation de produits agricoles et la cinquième source d'importations. En outre, la Chine est un grand producteur de sucre avec près de 12 millions de tonnes dont 90% à partir de la canne.

Crise économique et crise sanitaire

De nombreux pays européens ont réduit leur budget alloué à la santé publique depuis le début de la crise financière mondiale en 2008. Le 7 juin dernier, lors d'une conférence organisée par l'Alliance européenne pour la santé publique au Parlement européen, M. Dalli a souligné que les déboires économiques de l'Europe ne devaient pas entraver l'accès aux soins de santé.

En France, le gouvernement compte diminuer ses dépenses en assurances maladie de 2,4 milliards d'euros. Quelque 40 % de cette réduction s'opérera via un passage aux médicaments génériques et des économies sur le matériel médical. Des mesures seront également prises pour accroître l'efficacité des hôpitaux, ce qui devrait permettre d'économiser 1,5 milliard d'euros.

Financement des services publics locaux

Le 25 avril dernier, la Commission européenne a publié son règlement encadrant les subventions accordées à des organismes réalisant des services d'intérêt économique général (SIEG). Ce texte stipule que les aides accordées à un organisme en compensation d'obligations de service public sont exemptées des règles d'aides d'Etat si leur montant est inférieur à 500 000 euros sur trois ans. Les associations membres de la MEPLF(1) saluent cette décision qui constitue un vrai progrès comparé aux règles actuelles en vigueur. Aujourd'hui, le seuil du règlement est fixé à 200.000 euros sur une période de trois ans. Cette proposition dénote la prise de conscience de la Commission européenne que la majorité des services publics locaux n'a pas d'effet sur le commerce intracommunautaire et dans ce cas, il est inutile d'appliquer des règles rigides inadaptées à leur mode de financement

(1) MEPLF : Maison européenne des pouvoirs locaux français

Les régions ultrapériphériques de l'Union européenne (RUP): vers un partenariat pour une croissance intelligente, durable et inclusive

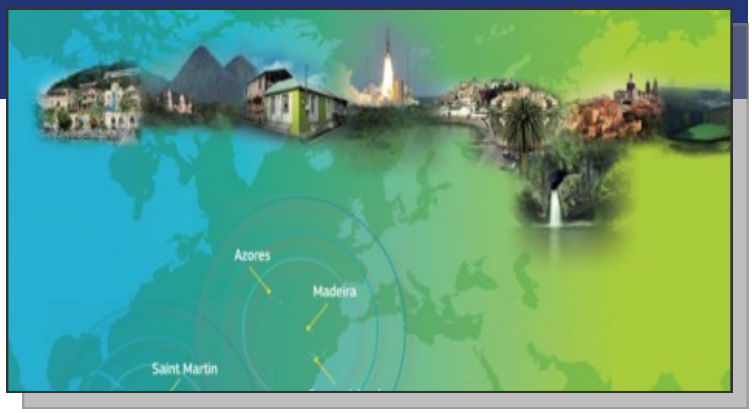
Ce Mercredi 20 juin, le collège des Commissaires européens a adopté la communication dénommée **:** *"Les régions ultrapériphériques de l'Union européenne : vers un partenariat pour une croissance intelligente, durable et inclusive"* Cette communication, très attendue, précède le forum des régions ultrapériphériques qui se tiendra les 2 et 3 juillet à Bruxelles.

La Commission européenne expose ici sa vison stratégique et la manière dont elle envisage travailler avec les RUP dans les années à venir. Notamment les nouvelles actions qu'elle initiera ainsi que les réformes qu'elle compte apporter aux politiques ou dispositifs déjà existants.

Lors de la réunion de la commission développement régional du Parlement européen, Younous Omarjee a réagi dès l'adoption de cette communication, déclarant : *"Le travail de fond initié depuis 2009 par les députés représentant les RUP au Parlement européen a amené la Commission à présenter un document bien plus concret qu'en 2004 et 2007. Nombre des questions que j'ai soulevées avec mes collègues des RUP trouvent dans cette communication des réponses clarifiées, certaines sont satisfaisantes, d'autres décevantes."*

Frédéric Celeste & Yola Minatchy

FOCUS SUR LE SECOND FORUM SUR L'ULTRAPÉRIPHÉRIE EUROPÉENNE À BRUXELLES (R.U.P)



Ensemble, vers une croissante bleue et verte

Les 2 et 3 juillet derniers s'est tenu à Bruxelles le second forum des régions ultrapériphériques (R.U.P).

En 2012, l'Union européenne compte huit régions ultrapériphériques (dénommées "RUP"): les quatre départements français d'Outre-mer: la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion et, la collectivité d'Outre-mer de Saint-Martin, les régions autonomes portugaises des Açores et de Madère ainsi que la Communauté autonome espagnole des Îles Canaries. Suite à la demande officielle de la France, le processus de changement de statut de Mayotte est en cours. A partir de 2014, Mayotte deviendra également une région ultrapériphérique à condition que le Conseil européen le décide ainsi.

Les débats du 2 juillet 2012 à Bruxelles ont été ouverts par une allocution de Jose Manuel Barroso, président de la Commission européenne, du Commissaire européenne en charge de la politique régionale, ainsi que de Victorin Lurel, Ministre de l'Outre-Mer français. Les deux institutions phares de La Réunion, le Conseil général et la Région Réunion, ont été représentées par leur président, Nassimah Dindar et Didier Robert, accompagnés d'une délégation de socio-professionnels et d'élus de notre île, afin de défendre les intérêts et les fonds alloués à La Réunion.

Durant deux jours, les travaux ont abordé des questions majeures pour le développement des huit régions ultrapériphériques européennes dans la perspective de la "Stratégie Europe 2020" en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Des politiciens, des représentants des institutions européennes et des régions ultrapériphériques, des experts, des socioprofessionnels, des investisseurs privés ont échangé leurs points de vue sur des thématiques de développement communes aux RUP: le potentiel de la mer, la modernisation de l'agriculture et les défis environnementaux, les enjeux sociétaux, l'emploi ou encore l'innovation et la compétitivité des entreprises.

Durant ces deux jours, quatre thématiques ont nourri les débats dans le cénacle européen:
1) La mer pour une croissance bleue intelligente
2) L'agriculture et le développement durable vers une croissance durable
3) Les défis sociétaux et la croissance inclusive dans les RUP: démographie et emploi
4) Compétitivité et entreprenariat dans les RUP, pour une croissance intelligente

Retenons que *"dans un contexte général de restrictions budgétaires",* José Manuel Barroso confirme un partenariat avec les R.U.P qui *"s'articule aujourd'hui autour de cinq grands piliers: (1) améliorer votre accessibilité, (2) accroître votre compétitivité, (3) renforcer votre intégration régionale, (4) soutenir la dimension sociale de votre développement mais aussi (5) l'adaptation au changement climatique, qui impacte tout particulièrement vos territoires".*

Il s'est adressé aux invités présents en les encourageant à développer la compétitivité tout en modernisant et en diversifiant les économies des RUP: *" Ainsi tout en continuant à bénéficier d'appuis communautaires pour les secteurs traditionnels il s'agit aussi de se tourner résolument vers les nouveaux secteurs porteurs de croissance et d'emplois",* a-t-il déclaré.
"Cela veut dire investir dans la recherche et l'innovation pour donner à la fois un nouveau souffle aux secteurs traditionnels et ouvrir la voie à de nouveaux secteurs d'activité économique. Investir dans la "croissance verte" pour développer les énergies renouvelables et dans la "croissance bleue" pour mieux bénéficier de l'extrême richesse des mers et océans.
Cela veut dire également donner à chacun une chance d'avoir une formation et un emploi tout en mettant en adéquation les besoins du marché du travail et les formations.
Enfin, il s'agit aussi de contribuer à développer votre intégration régionale en cohérence avec les objectifs de notre politique extérieure. Vous représentez en effet une ouverture extraordinaire pour l'Union européenne. Vous élargissez notre horizon! Vous êtes des avant-postes stratégiques dans des parties du monde particulièrement dynamiques et avec lesquelles nous avons tout intérêt à développer nos relations". (Extrait de l'allocution d'ouverture du président de la Commission européenne).

Yola Minatchy

Témoignage de Sévérine Payet: **Travailler à la Commission européenne**

La Commission européenne est une des trois principales institutions de l'Union européenne. Elle représente les intérêts de l'Union dans son ensemble et dispose du droit d'initier des législations dans les domaines de compétence placées sous sa responsabilité. Son siège est situé à Bruxelles mais elle possède également des représentations dans le monde entier. Elle se compose de 27 commissaires, un par Etat-membre, disposant chaque d'un portefeuille particulier.

En quoi cela consiste?

Je suis secrétaire au sein de la Direction générale en charge de la protection des consommateurs et de la santé publique depuis un an et demi maintenant.
Pour moi, travailler à la Commission européenne se décrit de la façon suivante :

- C'est oeuvrer d'une manière ou d'une autre à la préparation, la rédaction et l'application de textes législatifs qui entreront en vigueur sur l'ensemble du territoire européen. Etant donné l'étendue des compétences sur laquelle l'Union européenne est amenée à légiférer, cela représente un travail titanesque. Mais c'est un travail extrêmenent intéressant et enrichissant. En effet, chaque législation résulte d'une expertise approfondie et a fait l'objet de compromis pour s'appliquer au mieux dans toute l'Union européene.
- C'est aussi évoluer dans un milieu multi-culturel composé de représentants des 27 Etats-membres de l'Union européenne. En effet, 27 nationalités se côtoient au quotidien et travaillent ensemble en anglais. Cela représente une chance unique d'aller à la rencontre de différentes cultures et de pratiquer des langues étrangères. D'un point de vue personnel, je peux vous assurer que cela renforce indéniablement votre ouverture d'esprit et vos capacités d'adaptation.

- C'est travailler au sein d'une administration publique européenne dotée de ses propres règles de fonctionnement. En effet, les procédures sont standardisés et s'effectuent au moyen de programmes informatiques communs. Cela permet une gestion coordonnée et unifiée du travail quelque soit la Direction géneral ou le lieu ou vous travaillez. Par ailleurs, dans ce contexte difficile, la Commission européenne gère son budget de façon rigoureuse et veille à l'efficacité des actions et dépenses engagées.

C'est une très belle aventure qui vous permet d'en apprendre tous les jours tant d'un point de vue technique qu'humain. N'oublions pas que cette institution se compose d'individus qui contribuent à créer et faire progresser des législations qui auront un impact direct et concret sur la vie de chaque citoyen européen.

Comment intégrer la Commission européenne?

Le recrutement du personnel des institutions européennes s'opère par concours. Il existe plusieurs types de concours : les concours pour devenir fonctionnaire européen, les concours pour devenir agent contractuel permettant l'obtention d'un poste pour une durée de trois ans. Vous trouverez toutes les informations concernant le recrutement du personnel des institutions européennes sur le site d'EPSO :
http://europa.eu/epso/index_fr.htm

La Commission européenne propose également des stages. En effet, les Directions générales accueillent des stagiaires deux fois par an (mars et octobre) pour une durée de 5 mois. Vous trouverez plus d'informations sur la page suivante:
http://ec.europa.eu/stages/information/application_en.htm

Si vous envisagez de participer à une procédure de sélection, il vous sera utile de créer un profil EPSO (https://europa.eu/epso/application/passport) et de configurer votre CV au format Europass (http://europass.cedefop.europa.eu/en/documents/curriculum-vitae).
Faites également très attention aux délais d'inscriptions qui ne doivent en aucun cas être dépassé sous peine de refus de votre candidature.

Par ailleurs, à l'exception des stages dont les sélections sont régulières, les concours ne s'organisent qu'en fonction des besoins et ne sont pas nécessairement reconduits d'une année à l'autre. Alors, mieux vaut consulter le site d'EPSO de temps à autre pour ne rater aucune opportunité.

Séverine PAYET

PRÉSENTATION D'UNE INSTITUTION EUROPÉENNE

La Commission Européenne
contre le racisme et l'intolérance

La Commission Européenne contre le racisme et l'intolérance, dénommée « ECRI », a été instituée, en 1993, au Sommet de Vienne sous l'égide du Conseil de l'Europe. L'ECRI représente une instance de monitoring indépendante du Conseil de l'Europe en matière des droits de l'homme. Ses experts œuvrent sur les problématiques concernant le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance.

L'action de l'ECRI couvre toutes les mesures indispensables afin de lutter contre la violence, les discriminations et les préjugés auxquels sont confrontés des personnes ou groupes de personnes au motif de leur race, couleur, langue, religion, nationalité ou origine nationale ou ethnique au sein de l'Union européenne en ce compris les départements d'Outre-Mer français.

Les objectifs de l'ECRI sont les suivants :

- **examiner les législations**, les politiques et les autres mesures prises par les Etats membres visant à combattre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance ainsi que leur efficacité. Et en ce sens, les délégations de cette commission antiracisme ont pour vocation de se rendre dans les Etats membres de l'Union européenne (notamment dans les régions ultrapériphériques excentrées du continent géographique) afin de recueillir des informations sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, l'antisémitisme, l'intolérance dans toutes les sphères de la société concernée.
- **stimuler l'action** en la matière aux niveaux local, national et européen ;
- **formuler des recommandations** de politique générale à l'égard des Etats membres ;
- **Etudier** des instruments juridiques internationaux applicables en la matière, en vue de leur renforcement si nécessaire.c

Les délégations de cette commission antiracisme ont pour vocation de se rendre dans les Etats membres de l'Union européenne (notamment dans les régions ultrapériphériques excentrées du continent géographique) afin de recueillir des informations sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, l'antisémitisme, l'intolérance dans toutes les sphères de la société concernée.

Si nombre d'instruments méconnus existent au niveau européen, en sus de l'ECRI, afin de garantir l'égalité de traitement entre les êtres humains, ces garanties juridiques offertes par l'Europe doivent jouer un rôle fondamental dans la lutte contre la discrimination raciale au sens large, encore à mener pour nombre de peuples au sein de l'Union.

Aux côtés des institutions européennes, nous condamnons fermement toutes les formes de négation de l'égale dignité de tous les êtres humains dans toutes les strates de notre société européenne.

Yola MINATCHY

Contacter l'ECRI:
Secrétariat de l'ECRI
Direction générale des droits de l'Homme
et des affaires juridiques – DGHL
Conseil de l'Europe
F - 67075 STRASBOURG Cedex
Tél. : +33 (0) 3 88 41 29 64
Fax : +33 (0) 3 88 41 39 87

POLITIQUE BELGE

La Belgique a-t-elle été réellement sans gouvernement ?

La crise politique qu'a traversé de traverser le royaume de Belgique est sans précédent dans son histoire. Suite aux élections de juin 2010, il a fallu attendre près d'un an et demi pour former un nouveau gouvernement sur la base d'une réforme de l'Etat en profondeur. En tant que français vivant en Belgique, cette situation est apparue, au premier abord incompréhensible, habitués que nous sommes, en France, à une certaine stabilité politique depuis la fin de la IVème république.

Toutefois, à y regarder de plus près, la situation n'était pas si catastrophique. A aucun moment nous avons eu le sentiment d'un pays à la dérive. C'est mal connaître le système politique du royaume de Belgique que de s'imaginer un tel scénario.

En effet, l'Etat Belge, à l'instar de l'Allemagne, est régi par un système fédéral où coexistent trois communautés et trois régions. Les Communautés sont des entités politiques basées sur la langue. Etant donné qu'il y a trois langues officielles en Belgique, il y a également trois Communautés: Néerlandophone, Francophone et Germanophone. Chaque Communauté et chaque région disposent d'un Parlement et d'un Gouvernement. Autrement dit, en Belgique, le pouvoir décisionnel n'est pas centralisé mais réparti entre l'Etat fédéral, les trois communautés et les trois régions.

Par conséquent, l'absence de gouvernement fédéral ne signifie aucunement absence de gouvernement et de décisions. Ce sont les parlements et les gouvernements des entités fédérés qui ont en réalité assuré la continuité de l'Etat belge. Notre tropisme français centralisateur nous empêche parfois de saisir les subtilités politiques de nos voisins.

En outre, les Belges nous ont donné une leçon de patience et de calme puisque l'Etat a continué de fonctionner normalement. !! C'est un pays où la notion du vivre ensemble a une signification particulière.

Tous les pronostics étaient pessimistes mais des solutions et une issue favorable ont fini par émerger.

Bien évidemment, tout n'est pas réglé pour autant. La Belgique, comme beaucoup d'Etats de la zone euro, doit faire face à la crise économique. Mais ce pays a des ressources, et notamment une épargne qui couvre largement sa dette.

Frédéric CELESTE

FORMATION EN BELGIQUE

La filière biotechnologie

L'industrie biotechnologique belge est une des plus dynamiques du monde. La présence de centres de recherche et d'universités de renommée internationale ainsi qu'un soutien sans faille des autorités fédérales et régionales au secteur ont permis à la Belgique de conquérir une place de leader tant dans les domaines de la santé que dans ceux de l'industrie ou de l'environnement.

Plus de 140 sociétés de biotechnologie sont actives en Belgique (soit 7% des sociétés de biotechnologie européennes). Les sociétés belges sont responsables de 16% du chiffre d'affaires européen et de quasiment 10% des dépenses de recherche et développement.

Le développement du secteur biotechnologique en Belgique a donné lieu à un certain nombre de groupements biotechnologiques. Ils rassemblent des universités, des entreprises et des organisations actives dans le domaine de la biotechnologie.

Universités et sociétés

Les départements universitaires jouent un rôle important dans le processus de transfert technologique. La collaboration donne lieu à un échange intensif de connaissances et à des regroupements, ce qui permet au secteur de continuer à se développer.

Le nombre d'entreprises créées par essaimage dans le domaine de la biotechnologie ne cesse d'augmenter en Belgique. La plupart des sociétés de biotechnologies belges font partie de l'association Bio.be, qui représente l'industrie biotechnologique au niveau fédéral et européen.

Aujourd'hui, la biotechnologie est à la croisée des chemins, elle se tourner vers de nouveaux horizons pour assurer le développement de la recherche pluridisciplinaire. Cette aventure peut constituer un formidable challenge pour les jeunes réunionnais.

Plus d'informations :
www.essenscia.be (Association Bio.be)
www.investinwallonia.be
www.investinbrussels.com
www.investinflanders.be

Frédéric CELESTE

Centre de Formation en Biotechnologie
Tour GIGA – B34 – 2eme étage – Avenue de l'Hôpital, 1
4000 Liège
Tel: 00 324 366 39 00 / Fax: 00 324 366 94 98 /
email:forem-biotech@skynet.be

La filière bio-ingénieur

Devenir Ingénieur du vivant et de son environnement

A l'heure où les prises de conscience en matière de développement durable s'élargissent, il est essentiel dans nos sociétés de former les jeunes à des emplois plus verts, susceptibles de contribuer à la réduction de la pollution.
A cette fin, le bio-ingénieur, ingénieur du vivant et de son environnement, occupe une place centrale sur la palette des métiers.
Généralement, la fonction du bio-ingénieur est de concevoir divers aménagements du milieu destinés à traiter les polluants domestiques et à en maîtriser les effets sur l'eau, l'air, le sol et la santé. En ce sens, il met au point les procédés de traitement, l'équipement et les plans de construction d'usines d'épuration de l'eau, les plans de systèmes d'évacuation des eaux d'égout, d'incinérateurs et autres moyens d'élimination des déchets domestiques, conçoit des appareils en vue de diminuer la pollution (filtreurs, ventilateurs, etc.) et veille à la réalisation des travaux d'installation et d'entretien. Il peut également réaliser des études, déterminer les effets qu'entraîneraient certains projets (industriels, civils ou autres) sur l'environnement.
En somme, il s'efforce d'améliorer l'efficacité des procédés permettant de contrer la pollution et de concevoir des mesures susceptibles de minimiser les impacts sur l'environnement.
Le bio-ingénieur en agronomie tropicale est une option également proposée dans le panel des spécialités de Gembloux Agro bio tech. Comme son nom l'indique, il est lui spécialisé dans la production agricole en milieu tropical ou assimilé. L'objectif de sa fonction est de maîtriser les multiples aspects de l'agriculture et de l'élevage dans les régions tropicales. Il s'agit d'une voie pluridisciplinaire: elle comprend des cours de sciences végétales et animales, d'écologie, de biodiversité, d'économie et d'ingénierie, et ce, dans la perspective pratique d'une mise en application durable de ces sciences en régions tropicales. C'est pourquoi les bio-ingénieurs option agronomie tropicale sont également initiés aux réalités socio-économiques locales et à la façon dont elles s'inscrivent dans le contexte mondial.

Yola Minatchy

Plus d'infos:
Service des Inscriptions de Gembloux Agro-Bio Tech
Passage des Déportés, 2 B-5030
Gembloux
Belgique
Tél. : +32(0)81 62 24 76 ou 23 45 ou 21 08
Fax : +32(0)81 62 21 68
Mel: inscriptions.gembloux@ulg.ac.be

Opportunité économique pour les produits agro-alimentaires réunionnais

Par paresse intellectuelle ou par facilité de langage, la crise, qu'elle soit économique ou sociétale, est toujours entourée d'une aura de négativité. Et la crise bancaire et économique qui touche depuis plusieurs années nos vies, n'échappe pas à cette règle.
Loin de moi l'idée de nier les dommages collatéraux de cette crise. Toutefois, ce que l'on dit rarement, c'est qu'une crise est un état intermédiaire qui permet à l'observateur avisé de constater ce qui ne va plus et par voie de conséquence ce qui doit évoluer. En quelque sorte, la crise n'est pas une fatalité. C'est une formidable opportunité d'examiner l'état de l'économie mondiale et d'envisager des solutions novatrices.
Aussi, que pouvons-nous constater ? L'inéluctable interconnexion entre les peuples et leur aspiration à manger plus sainement. Récemment invité à participer à un marché gastronomique français en plein air afin de faire découvrir les saveurs de l'Outre-Mer et en particulier celles de la Réunion, j'ai eu l'occasion de m'apercevoir, une fois encore, de l'intérêt des gourmets et gourmands belges pour nos produits.
Les visiteurs ont pu déguster, entre autres, les confitures bio de letchis, d'ananas victoria, les bouchons au combava «péi» et l'incontournable ti-punch. Le succès a été au rendez-vous. En réalité, ceci n'est pas nouveau. Déjà, lors des différents salons professionnels consacrés à l'alimentation fine auxquels j'ai participé, un accueil enthousiaste fut réservé aux produits réunionnais.
Il est évident que des opportunités sérieuses existent pour notre filière agro-alimentaire. Les personnes présentes à mon stand ne se sont pas contentées d'acheter et de goûter, avec délectation, les produits réunionnais, elles m'ont interrogé à propos de l'histoire de la Réunion et de son patrimoine gastronomique et culinaire. Aussi, il me semble qu'avec un peu d'organisation, Bruxelles peut constituer un débouché privilégié pour les produits agro-alimentaires réunionnais. La capitale européenne est un carrefour unique où se côtoie toute la mosaïque des peuples européens. A nous de saisir l'opportunité!

Frédéric Céleste

Jesse Jackson, le compagnon de lutte de Martin Luther King

En dépit du large éventail d'instruments juridiques réprimant le racisme en théorie, les discriminations raciales perdurent dans la complexité de nos sociétés en pratique.

En mars 2012, à l'occasion de la journée mondiale contre ce fléau sociétal, les mouvements et acteurs de la contestation raciale se sont réunis pour une série de manifestations au cœur d'une Belgique plurielle, cosmopolite, colorée.

Parmi les manifestations belges, Joelle Milquet, Vice-première ministre et ministre de l'égalité des chances de la Belgique, personnage politique des plus engagés en faveur de l'Humain, a invité au nom du gouvernement belge, Jesse Jackson, le compagnon de lutte de Martin Luther King. Le révérend Jesse Jackson, qui se trouvait aux côtés de Martin Luther King lors qu'il a été assassiné à Memphis le 4 avril 1968, a continué à sensibiliser dans le même esprit afin d'inspirer les minorités dans leur lutte pour le respect des droits contre les discriminations.

Allocution de la Vice première ministre de la Belgique, Joëlle Milquet

Dans son discours inaugural à Bruxelles lors de la journée mondiale de lutte contre le racisme, Jesse Jackson, aura déclaré entre autres à l'assemblée les propos suivants:

"Je ne représente pas un partie politique mais un point de vue qui oeuvre en vue de la paix et de la réconciliation.

"Le travail et la justice doivent mettre fin à la discrimination"

Il y a dans nos sociétés occidentales, une exacerbation, une montée du racisme qui est intolérable. Il s'agit d'un phénomène de société préoccupant contre lesquels nous devons nous mobiliser.

Dans un monde marqué par l'insécurité et les guerres, comment lutter contre les discriminations à l'égard des minorités? .

Le racisme, ce n'est pas l'ADN, le racisme c'est un choix, le racisme c'est de l'exploitation, le racisme, c'est une violence qui déclenche des réactions violentes; le racisme mesure les gens selon leur ethnie et non selon leur nationalité.

Une chose est pire que l'oppression, c'est l'ajustement, et nous refusons d'ajuster.

L'exclusion limite les talents et réduit les potentiels...

Rappelons à cet égard les propos de Martin Luther King: " nous ne pourrons jamais être satisfaits tant que nos enfants seront dépouillés de leur identité et privés de leur dignité par des pancartes qui indiquent : seuls les blancs sont admis. Nous ne serons pas satisfaits tant que le droit ne jaillira pas comme les eaux et la justice comme un torrent intarissable."

Les minorités doivent bouger à un niveau élevé, luttons pour l'égalité, pour faire quelque chose de différent.

Dans cette lutte contre le racisme, nous devons faire mieux qu'eux, réfléchir mieux qu'eux et ne pas essayer d'être au même niveau.

Aujourd'hui les Noirs sont au gouvernement, à la maison blanche, nous n'allons pas revenir en arrière, à l'esclavage.

Le travail et la justice doivent mettre fin à la discrimination.

Les actions de masse sont nécessaires. Nous ici qui sommes ministres, docteurs, avocats, diplomates, etc, nous devons partager afin d'aider les autres. Il y a trop de pauvreté, d'insécurité. Ce n'est pas démocratique.

Nous devons lutter pour que les ressources, les postes soient distribués de façon équitable aux autres.

On a souffert durant une longue nuit, essayons autre chose. Il faut arrêter de se battre et trouver une autre voie.

Nous avons essayé la haine, la violence, l'amertume, et cela n'a pas fonctionné.

Essayons quelque chose de différent, l'amour, l'espoir, la joie.

Nous sommes tous frères et soeurs.

Quand les blancs et les noirs luttent ensemble, cela nous donne de l'espoir." (1)

En mémoire des victimes des crimes raciaux, des génocides, des déportations, des discriminations raciales, des injustices fondées sur l'origine ethnique de notre histoire, de notre présent, cristallisons ensemble dans cette temporalité toutes les pensées individuelles novatrices.

Nous encourageons vivement toute victime de racisme à faire preuve d'irénisme, et à persévérer sans haine vers la création d'un nouvel ordre social plus équilibré, vers un meilleur Vivre ensemble dans le respect de l'égalité des droits et des libertés de chacun.

Ensemble, travaillons à l'unité de la nation humaine, quelque soit notre ethnie d'origine.

Yola MINATCHY

ENVIRONNEMENT

A l'heure du réchauffement climatique, rappelons que par développement durable, nous entendons l'adoption d'une politique économique, sociale, environnementale congruente au service de l'Homme, de la Terre, au-delà de tout inhibiteur et négateur marchand. En dépit des constats alarmistes, des gestes éco-citoyens peuvent être adoptés afin d'enrayer la tendance actuelle. En sus des responsabilités politiques, sans doute nous appartient-il aussi à nous, citoyens, d'infléchir fermement et durablement nos comportements, nos habitudes de consommation en adoptant d'autres modes de consommation: par exemple, le biologique, le local.

°La consommation de produits issus de l'agriculture biologique et locale
(c) Terre sacré.org

L'agriculture à grande échelle, dite intensive, en raison de l'utilisation massive des produits chimiques toxiques, ont des conséquences nocives sur les espèces végétales, les écosystèmes, l'eau, les animaux, l'Homme.
Cette exploitation intensive des terres demeure encore au XXIe siècle synonyme de gaspillage démesuré au Nord, de dégradation de l'environnement, de pollution par les pesticides, de réduction de la biodiversité, de destruction de la souveraineté alimentaire des pays du Sud, de fruits et légumes importés de mauvaise qualité.
Durant ces dernières décennies, les crises alimentaires répétées, avec pour corollaire les maladies dites de la vache folle, grippes aviaire ou porcine, problèmes sanitaires récurrents liés à des salmonelloses, à des listérioses, à la dioxine, ont influé sur les comportements alimentaires.
Ainsi, loin des effets de mode éphémère, consommer des produits biologiques locaux représente aujourd'hui l'alternative la plus responsable afin de réduire les risques alimentaires perçus dans les produits issus de l'agriculture à grande échelle, une agriculture pratiquée au détriment de la santé de la Terre et de l'Homme.
L'agriculture biologique, secteur en croissance, se fonde sur un certain nombre de principes et de pratiques dont l'objectif est de réduire au minimum notre impact sur l'environnement, en travaillant la terre de manière aussi naturelle que possible. Le bio est un mode de production qui exclut l'usage des engrais et pesticides chimiques, des produits de synthèse, des antibiotiques, des OGM. De même, l'agriculture biologique limite l'emploi d'intrants.
En ce sens, l'agriculture biologique évite l'épuisement des sols, limite la pollution des nappes phréatiques, respecte les écosystèmes et les auxiliaires des cultures (abeilles, vers de terre, etc).
Outre le fait majeur d'accéder à la consommation de produits de plus grande qualité, nombre d'avantages sont liés à la consommation locale dont une distribution par un circuit court, directement entre le producteur et le consommateur, en limitant les intermédiaires.
Ainsi la consommation de produits issus de l'agriculture biologique locale fait partie intégrante d'une alimentation respectueuse du développement durable.
Alors que la Terre comptera 9,1 milliards d'être humains en 2050, la production agricole mondiale devra doubler afin de nourrir la population. Cette augmentation doit avoir lieu avec le moindre impact sur l'environnement, en utilisant moins d'eau, moins de pesticides, en générant moins d'émissions de gaz à effet de serre, et ce, dans un contexte d'augmentation de la concurrence pour les terres. A notre sens, un développement véritablement durable, afin de nourrir la population mondiale, ne peut que sonner le glas de l'agriculture intensive au profit de l'agriculture biologique et locale.

En tout état de cause, rappelons en ces temps de crise et de chômage hors norme, que le métier d'agriculteur biologique demeure un noble métier d'avenir.

AB
AGRICULTURE
BIOLOGIQUE

°°La consommation locale des fruits et légumes de saison

La consommation locale des fruits et légumes de saison présente des avantages certains: la fraîcheur, la qualité gustative des produits, ainsi qu'un emballage réduit au minimum.
En devenant "locavore", nom donné aux consommateurs de produits locaux, vous limitez ainsi le rejet de CO_2 dans l'atmosphère au cours de leur transport, vous soutenez les petits producteurs de votre région qui participent au développement durable de la planète.
En revanche, les productions lointaines ou délocalisées présentent des inconvénients qui ne sont pas négligeables:
-au niveau sanitaire : utilisation accrue de conservateurs, possibilité d'irradiation, produits tels que les fruits cueillis verts.
-au niveau environnemental: énergie, transport, surcroît d'emballages.
-au niveau social: concurrence entre producteurs de la planète, au détriment de l'économie locale.
En Europe, les fruits et légumes se répartissent ainsi selon les saisons:

Calendrier des fruits et légumes de

- **Automne** : brocoli, carotte, courgette, céleri, tomate, potiron, betterave rouge, pomme, poire, etc
- **Hiver** : poireau, carotte, céleri, chou blanc, chou de Bruxelles, mâche, pomme de terre, oignon, topinambour, etc.
- **Printemps** : asperge, bette, épinard, fenouil, petits pois, laitue, jeunes oignons, radis, rhubarbe, etc.
- **Eté** : tomate, concombre, fenouil, haricot, salade, jeunes oignons, poivron, aubergine, cerise, fraise, framboise, groseille, tomate, etc…

Infos: www.pointferme.be

UNE SELECTION BELGE DE PANIERS BIO

Le panier bio a coutume de mettre en valeur des variétés oubliées, choisies pour leur qualité gustative ou nutritionnelle: topinambours, blés anciens, etc... Les paniers bio sont livrés à domicile à Bruxelles et dans toute la Belgique.

S'abonner à un panier bio, c'est adhérer à une philosophie d'écologie globale.

Les Paniers Verts - Wakatta sprl

Les Paniers Verts forment une coopérative réunissant producteurs et consommateurs bio, qui a pour objectif de former une filière régionale pour l'écoulement de légumes et fruits bio. Ils fournissent des paniers en Région Wallonne et à Bruxelles. Au choix : petits et grands paniers, suppléments légumes et chaque semaine, un panier spécial "soupe" composé de légumes et d'aromates. Les paniers sont livrés dans différents points de dépôts et aussi à domicile.
Contact:
Les Paniers Verts— Rue du Centre 71, 1404 Bornival
Tél: 0473 532 995 Fax: 067 21 36 08
Site: www.lespaniersverts.be

Coopérative Agricovert

Agricovert est une coopérative de 19 producteurs (maraîchers, éleveurs, artisants certifiés bio ou en conversion) et de 50 coopérateurs consom'acteurs.
Agricovert a pour objectif de fournir des produits agricoles de qualité, et par le biais de circuits courts, aider les exploitants à s'installer et à maintenir une agriculture paysanne.
Agricovert propose également des paniers et livre également plusieurs groupes d'achat, tant en Région wallonne qu'à Bruxelles.
Agricovert *Scrl fs*— Rue Sergent Sortet, 23A 1370 Jodoigne
tél. : 010/81 40 50
Tél: 0497/942032
Fax : 010/81 43 46
site: www.agricovert.be

BREVES 100% ECO

Création de 60 millions d'emplois par une économie verte

Note d'optimisme. Un rapport de l'organisation internationale du travail considère que la transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement pourrait créer 60 millions d'emploi. Ils misent sur le développement de nouvelles technologies, des énergies renouvelables, de modes de production plus propres, ou encore sur le développement d'une agriculture plus durable, comme levier de croissance dans le monde.

Semaine du commerce équitable du 3 au 13 octobre 2012

La 11e édition de la Semaine du commerce équitable aura lieu du 3 au 13 octobre 2012. Cette campagne a pour ambition de mettre en lumière le commerce équitable en Belgique, et ce, au niveau tant national que local. Durant dix jours, diverses activités de commerce équitable seront organisées dans tout le pays : ateliers culinaires, quiz, débats, concerts

Biodiversité

L'Union européenne a élaboré une stratégie pour mettre un terme au déclin des espèces et des habitats menacés d'ici à 2020. Le pilier de cette stratégie est le réseau Natura 2000, qui se compose de 26 000 sites protégés couvrant près de 20 % du territoire de l'Union. Il ne s'agit pas de réserves naturelles, mais plutôt de sites sur lesquels l'homme peut exercer des activités durables sans menacer les espèces et habitats rares et vulnérables.

Un prêt à 0% afin d'isoler son logement

Propriétaires comme locataires wallons en Belgique peuvent bénéficier d'un éco-pack afin de financer des travaux améliorant la performance écologique de son logement depuis le 1er mai 2012. Les montants peuvent varier de 2.500 à 30.000 euros.

Des toits bio

A Londres, faute de terres agricoles, des citoyens ont entrepris de transformer le toit de leur supermarché local en un jardin potager bio sur 450 m2, et ce, afin de renouer avec l'acte de planter et de produire localement.
Pus d'infos: http://foodfromthesky.org.uk

Pour changer le monde

A Budapest, fin 2011 une nouvelle université a ouvert ses portes: la *Giordano Bruno GlobalShift University.* L'objectif des cours accessibles en ligne à distance a pour vocation de "*changer le monde*".

Un modèle vert: le train solar

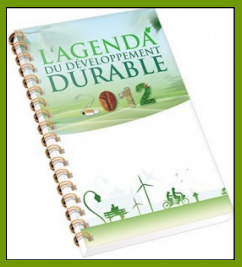
En 2011, la Belgique a conçu le premier train fonctionnant à l'énergie solaire sur la ligne Anvers-Amsterdam. Cette innovation a pu voir le jour grâce à l'installation de panneaux photovoltaïques le long des 3,4 kilomètres d'un tunnel ferroviaire en Belgique près d'Anvers. La société nationale des chemins de fer belges (SNCB) a fait installer ces panneaux solaires pour un coût de 15 millions d'euros plus de 16.000.

A quand un *train solar* sur notre île bleue et verte des mers du Sud?

Boutique:
l'agenda du développement durable

"Plus qu'un simple agenda, l'Agenda du Développement Durable aide à intégrer avec enthousiasme et bonne humeur la protection de l'environnement, le progrès social et l'efficacité économique dans nos activités quotidiennes". Un bureau sur la terre

Prix: 10, 99 euros en commande: http://www.unbureausurlaterre.com/



Des vers dans ma cuisine!

Le vermicompost, une solution urbaine pour une meilleure gestion des biodéchets

Pour aborder la question des déchets, j'ai choisi de présenter le vermicompostage. En effet, passée la première impression de dégoût, toutes les personnes avec lesquelles j'en ai discuté ont montré un vif intérêt pour cette méthode de réduction des déchets en appartement. Facile à mettre en place, simple à entretenir et bon marché, votre vermicompostière vous procurera de l'engrais, un peu de terreau nécessaire à vos plantes d'intérieur et la satisfaction d'une poubelle peu gourmande !

Définition

Le vermicompost (ou lombricompost) n.m. est une méthode écologique de valorisation et de transformation des déchets biodégradables en engrais naturel fondé sur l'utilisation de vers de compost (cf. www.Ekopedia.org)

Les vers, nouveaux animaux de compagnie !

« Eisenia foetida » et « Eisenia andrei » de leurs noms scientifiques, plus petits que leurs cousins les lombrics, sont tout simplement des vers qui vont se nourrir des déchets ménagers que nous allons leur donner tel que les épluchures, les trognons de fruits ou de légumes, le marc de café, les sachets de thé usagers, et même les fruits gâtés. Les restes de viande ou de produits à base animale sont à éviter. Capables de composter l'équivalent de leur poids par jour, leur acquisition peut se faire via internet ou plus simplement auprès des réseaux de Maîtres-Composteurs.

Pour un engrais et un humus de qualité !

Bien à l'abri de la lumière à une température ambiante de 15 à 20°C, ils vont entamer le processus de digestion des déchets et produire un « humus » qui est un terreau de très bonne qualité ainsi qu'un liquide appelé « percolat ». Ce percolat, dilué à 1/10è pour 9/10è d'eau, est un excellent engrais naturel qui pourra être utilisé pour les plantes d'intérieur ou le potager.

Pourquoi choisir le vermicompost ?

Parfois l'implantation d'un compost extérieur n'est tout simplement pas possible faute de place ou de jardin tout simplement. La solution : le vermicompost.

Mise en place dans ma cuisine à l'automne 2009 dans le cadre de la semaine de réduction des déchets, je l'utilise essentiellement pour 4 raisons :

1. pour recycler mes déchets organiques (pelures, jardinage du mur végétal, etc.) ;
2. pour réduire le volume et le poids de mes déchets ménagers ;
3. pour récupérer le percolat que j'utilise comme engrais au potager ;
4. Par curiosité scientifique et comme outils pédagogique et didactique avec mon fils.

Il est aussi possible d'utiliser l'humus ainsi produit pour ses plantes ou légumes, mais la quantité générée par mon ménage est négligeable. Il est impressionnant de constater, semaine après semaine, comment les déchets se réduisent.

Comment se lancer ?

Pour installer une vermicompostière, deux solutions existent. La première, la plus onéreuse, consiste à acheter une vermicompostière auprès d'un organisme ou de la commander sur internet. La seconde, très pratique et à la portée de tous, consiste à la construire par vous-même. Pas besoin d'être bricoleur et cette solution offre l'avantage d'adapter sa vermicompostière à l'espace que l'on souhaite lui donner. Pour exemple, j'ai installé la mienne dans un tiroir de la cuisine.

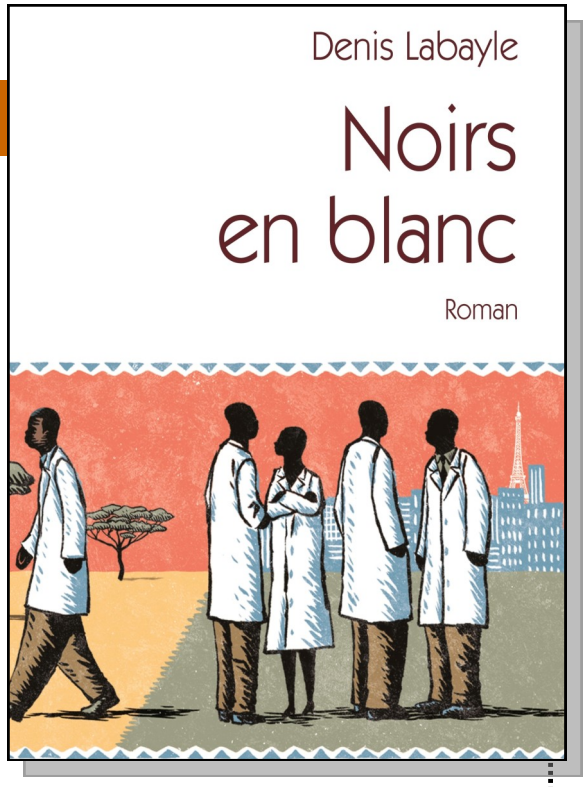
Plus d'infos:

Www.wormsasbl.org

Www.lapartducolibri.org

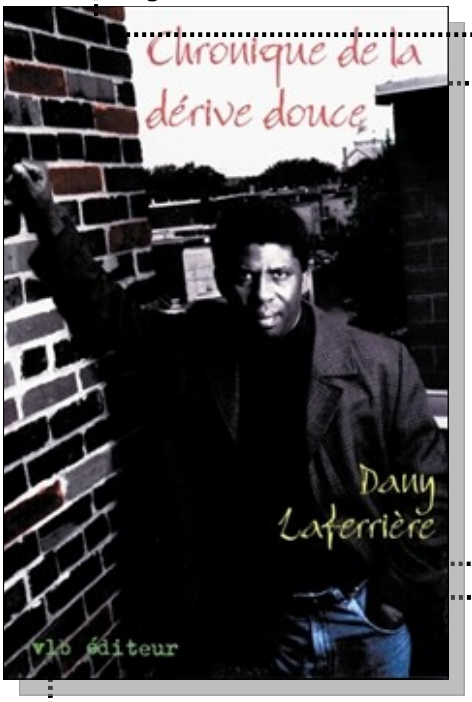
Www.compostage.info

AGENDA CULTUREL



NOIR EN BLANC de Denis Labayle

Comment Zola Méké, jeune Africain issu d'une famille démunie, est-il devenu chirurgien à Paris ? Afin de poursuivre ses études, Zola, adolescent, est contraint à s'exiler. D'abord à Cuba, puis en Russie et en France. Une ascension sociale terriblement coûteuse : déchirement familial, petits boulots pour survivre, racisme, tiraillement entre l'attrait d'une vie 'moderne' et l'emprise de la culture originelle. Mais ce roman est aussi une histoire forte d'amour et d'amitié entre quatre jeunes aux destins divergents. Noirs en blanc est une fiction inspirée des témoignages de médecins étrangers travaillant dans nos hôpitaux. Il évoque la fuite des cerveaux d'Afrique, un drame pour ce continent… 'Reprenez vos ONG et rendez-nous nos médecins', s'écrie Myezi, une femme chirurgien amoureuse de Zola.



CHRONIQUE DE LA DERIVE DOUCE

En avril 2012, Dany Laferrière, écrivain haïtien, prix Médicis, a lancé une nouvelle version de Chronique de la dérive douce, publié à l'origine en 1994.
Dans ce livre, il revenait sur son installation à Montréal en 1976 à l'âge de 23 ans. On le voit dériver dans les rues d'un monde nouveau. Par petites touches singulières, il tente de savoir où il se trouve. « Ça fait 35 ans que je suis arrivé à Montréal, je voulais savoir où j'en étais. J'ai voulu faire un nouveau livre, pas un livre qui soit meilleur que l'autre. »
Aux éditions Broché: 15,20 euros

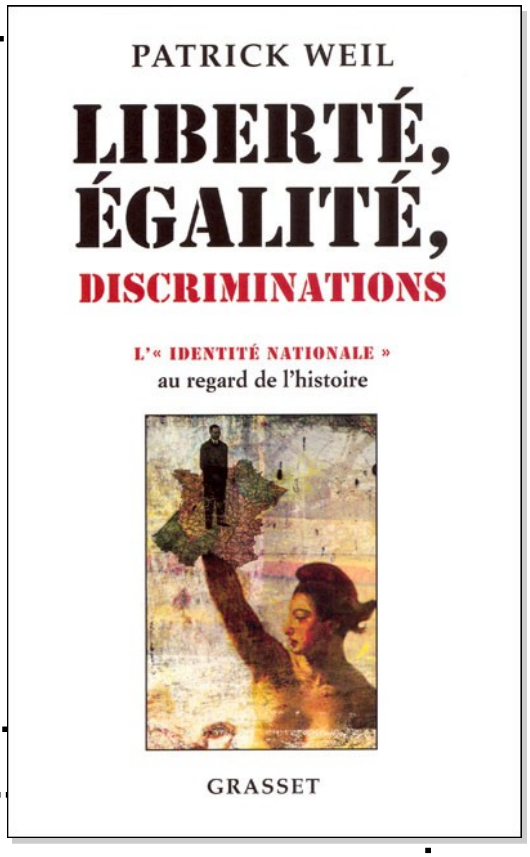
LA MOBILITE PROFESSIONNELLE

de ROBERT DUHAUTOIS, ELOISE PETIT, DELPHINE REMILLON

Cet ouvrage fait la synthèse de la mobilité professionnelle en évoquant les différents champs d'étude, leurs hypothèses et leurs résultats. La perspective adoptée différencie le poids des caractéristiques des salariés et celui des caractéristiques des entreprises: les plus mobiles sont-ils les plus jeunes? Les moins qualifiés? Les femmes sont-elles plus mobiles que les hommes? Est-on plus mobile dans les petites entreprises? Dans le secteur tertiaire? Quel est l'impact de la politique salariale sur les changements d'entreprise? L'ambition est d'aider à la compréhension du fonctionnement du marché du travail et notamment de ses transformations récentes. Comprendre les ressorts de la mobilité professionnelle représente également un enjeu majeur pour le débat public, que ce soit sur l'avenir des salariés en contrats courts ou les risques de chômage des salariés en emploi. Cet ouvrage souligne le rôle des entreprises et la nécessité de les intégrer au débat sur la sécurisation des trajectoires.
Aux éditions La Découverte: 9,50 euros

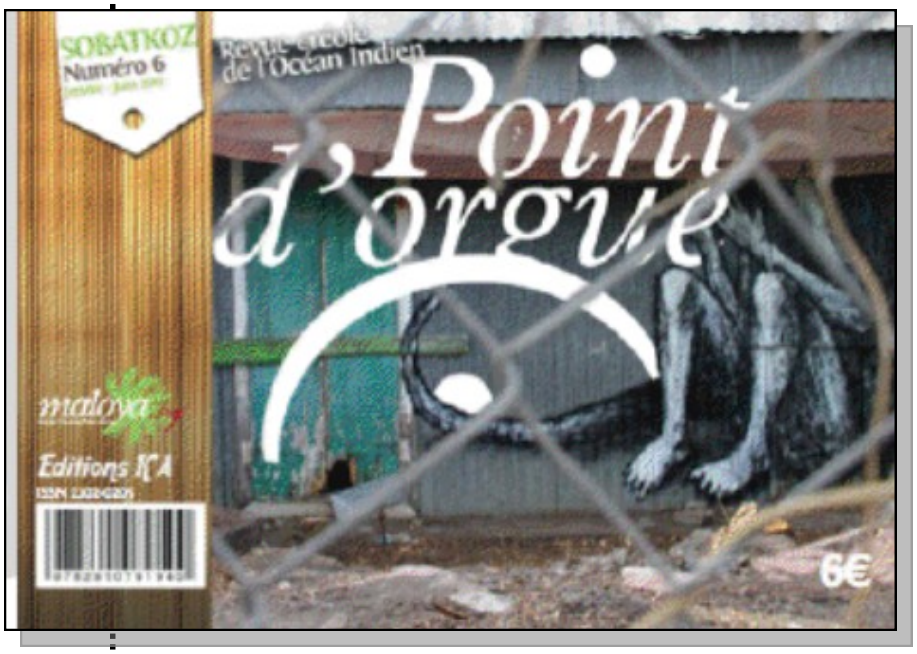
LIBERTE, EGALITE, DISCRIMINATIONS de PATRICK WEIL

La France a-t-elle le droit de "choisir" ses immigrés par origine géographique, explicitement ou discrètement au moyen d'objectifs chiffrés ou de consignes occultes ? La France souffre-t-elle d'un excès de repentance et de guerres mémorielles concernant la colonisation et l'esclavage ? L'enquête historique permet de répondre autrement : à deux moments de son histoire - 1945 et 1978-1980 - la France a été sur le point de fonder sa politique de l'immigration sur un critère ethnique, pour y renoncer finalement. En revanche, en matière de nationalité, des discriminations "ethniques" ont été pratiquées. Elles ont laissé des traces d'autant plus profondes que le principe d'égalité est au coeur de l'identification des Français à la République. C'est la raison pour laquelle le politique intervient dans le domaine mémoriel, non pour s'ériger en historien, mais pour réintégrer dans la nation des hommes et des femmes qui en ont été exclus. Précis et concret, rigoureux et novateur, l'ouvrage de Patrick Weil est une lecture indispensable pour tous ceux qui refusent l'usage politique de l'"identité nationale".



REVUES

POINT D'ORGUE,
REVUE CREOLE DE L'OCEAN INDIEN
SOBATKOZ



Le n°6 de « Point d'orgue, revue créole de l'Océan Indien », dont la vocation est de réfléchir sur les mondes créoles, est arrivé en librairie en mai 2012. Dans ce présent numéro qui met en exergue les luttes de populations opprimées (Rom en Europe, Chagossiens dans l'océan Indien, etc.), relevons 4 tribunes thématiques, 3 illustrateurs, 1 portrait d'écrivain, 1 témoignage, et 1 nouvelle.

/// Détail du sommaire :
Editorial / Mo-zordi : par **Stéphane Hoarau**

/// Tribunes / Kozman :
« Une instance internationale, la Cour européenne des droits de l'homme pour une cause universelle », par **Yola Minatchy**.
« Les esclaves oubliés de l'Utile : quand Histoire et archéologie se combinent pour constituer un discours commun », **Jean-François Rebeyrotte, Max Guérout et Thomas Romon**.
« Les circonstances et les conséquences de la déportation des habitants des îles Chagos vers Maurice et les Seychelles », par **André Oraison**.
« Les Rom : rejetés par la France », Anne Frintz.

/// Portraits / Romansaz : de Alain Kamal Martial, par Dominique Ranaivoson.
/// Témoigner / Larg langaz : « Grève contre la vie chère à Mayotte », par **Alain Kamal Martial**.

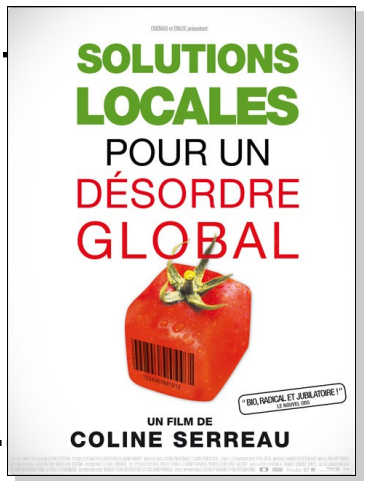
Aux éditions KA: 6 euros

LA-BAS
REVUE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Le magazine Là-bas est le premier mensuel indépendant de la solidarité internationale et de l'aide au développement.
A travers ses différentes rubriques, le magazine présente «une vision anti-misérabiliste» et porteuse de nouvelles voies, mais aussi un point de vue réaliste.

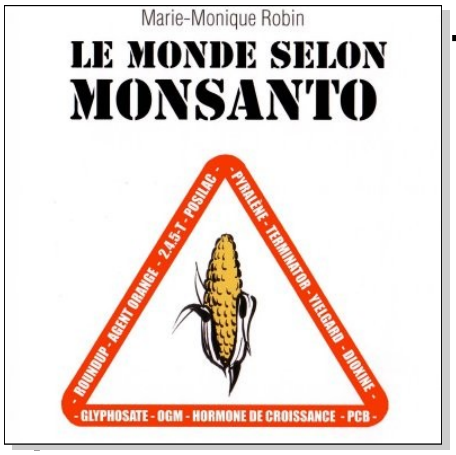
Dans ce numéro 4, un dossier spécial consacré aux DOM-TOM, dont La Réunion: "Bout de France en développement". On y lit que la misère est là aussi pénible, même au soleil.

FILMS / DOCUMENTAIRES



SOLUTIONS LOCALES POUR UN DESORDRE GLOBAL,
un film de COLINE SERREAU

Les films d'alertes et catastrophistes ont été tournés, ils ont eu leur utilité, mais maintenant il faut montrer qu'il existe des solutions, faire entendre les réflexions des paysans, des philosophes et économistes qui, tout en expliquant pourquoi notre modèle de société s'est embourbé dans la crise écologique, financière et politique que nous connaissons, inventent et expérimentent des alternatives." Coline Serreau



LE MONDE SELON MONTSANTO

Implantée dans quarante-six pays, Monsanto est devenue le leader mondial des OGM, mais aussi l'une des entreprises les plus controversées de l'histoire industrielle. Depuis sa création en 1901, la firme a accumulé des procès en raison de la toxicité de ses produits, mais se présente aujourd'hui comme une entreprise des "sciences de la vie" convertie aux vertus du développement durable. À partir de documents inédits, de témoignages de victimes, de scientifiques et d'hommes politiques, "Le monde selon Monsanto" reconstitue la genèse d'un empire industriel qui a grand renfort de mensonges, de collusion avec l'administration américaine, de pressions et de tentatives de corruption est devenu le premier semencier du monde, permettant l'extension planétaire des cultures OGM sans aucun contrôle sérieux de leurs effets sur la nature et la santé humaine...

BON BAISER DE LA COLONIE

1926, Suzanne nait de l'union entre un administrateur territorial belge et une femme rwandaise, en pleine époque coloniale. A 4 ans, son père l'embarque vers la Belgique pour qu'elle y reçoive une éducation européenne. Elle est ce que les milieux bien pensants appellent "une mulâtresse métisse sauvée d'un destin nègre". Le père de Suzanne est aussi le grand-père de la réalisatrice qui découvre, à l'âge de 27 ans, l'existence de sa tante Suzanne. Le film croise l'histoire familiale et l'histoire coloniale. Suzanne est une enfant, entre quelques milliers, à être arrachés, dans un silence total, à ses racines. D'autres, bien plus nombreux, furent tout simplement abandonnés sur place, conséquence dans les deux cas d'une politique basée sur la ségrégation raciale.

VIE PRATIQUE

Le système de sécurité sociale en Belgique

Sécurité sociale, mutualité, assurance obligatoire...voyons de plus près ce que recouvre chacune de ses notions.

Dans le système belge, le terme "sécurité sociale" désigne l'ensemble des mesures mises en place pour assurer une protection à chacun face aux risques de la vie.

En effet, le système de sécurité sociale se compose de 7 branches :
- les pensions de retraite et de survie
- le chômage
- l'assurance contre les accidents du travail
- l'assurance contre les maladies professionnelles
- les prestations familiales
- l'assurance maladie - invalidité
- les vacances annuelles

Il repose sur le principe de solidarité entre actifs et pensionnés, travailleurs et chômeurs, personnes en bonne santé et personnes malades, personnes ayant des revenus et personnes sans revenus, les familles sans enfants et celles avec enfants....

Chaque travailleur contribue au financement du système selon son régime : travailleurs salariés, travailleurs indépendants et fonctionnaires. Chaque régime dispose de son propre organisme de perception des cotisations sociales.
Dans le cas des travailleurs salariés, par exemple, les cotisations versés par l'employeur et le salarié lui-même sont perçues par l'Office National de Sécurité Sociale.

Vous trouverez plus d'informations quant aux différents régimes et organismes de perception sur le lien suivant :
http://www.guidesantefrancobelge.eu/FR/systemesanteenbelgique/139470.html

Attardons-nous à présent sur le système de santé.

Du fait de ses cotisations, chaque travailleur bénéficie d'une assurance obligatoire en matière de soins de santé et d'indemnités. Les prestations et remboursements sont décidés par des organismes spécifiques à chaque régime (INAMI pour les travailleurs salariés, INASTI pour les travailleurs indépendants et ONSSAPL pour les fonctionnaires). Cependant, ils ne s'occupent pas eux-mêmes de l'exécution du versement de ces sommes.
En effet, c'est ici qu'intervient un organisme intermédiaire, celui-ci est appelé "mutuelle". Les mutuelles jouent un rôle fondamental puisqu'elles sont chargées d'effectuer les remboursements liés à l'assurance obligatoire en matière de soins de santé et d'indemnités. Pour bénéficier de ces remboursements, chaque travailleur doit être affilié à une mutuelle. Chacun est libre de choisir sa mutuelle.

Il existe 5 grandes familles de mutuelles :
- les mutualités chrétiennes
- les mutualités socialistes
- les mutualités neutres
- les mutualités libérales
- les mutualités libres.

En plus du versement des sommes liées à l'assurance obligatoire, chacune d'entre elles propose des services spécifiques en échange de cotisations trimestrielles ou mensuelles.

J'espère que cet article vous aura permis d'en savoir plus le système de sécurité sociale belge et qu'il facilitera votre installation.

Severine PAYET

CUISINE

LE MACARON EXOTIQUE

- 300g sucre fin
- 100g d'eau
- 300g sucre impalpable
- 300g de poudre d'amande
- 110g blanc d'œuf (en neige)
- 110g blanc d'œuf (cru)

Faire un sirop avec 300g sucre fin et 100g d'eau, montez à 114°, en même temps monter les 110g blanc en neige avec un peu de sucre fin (vitesse 4-5).

Quand le sirop est à la bonne température, incorporer en une fois au blanc en neige et§ mélanger avec vitesse 4-5 jusqu'à ce que l'on obtient une consistance « meringue » : ça doit être solide et faire un petit bec sur le fouet.

Mixer 300g de sucre impalpable avec les 300g de poudre amande, rajouter les 110g de blanc œuf cru et la meringue.
Bien mélanger à l'aide d'une spatule sans incorporer trop d'air.

Mettre l'appareil en poche et faire des petits tas de la taille dune pièce de 2 euro sur un tapis de cuisson, tapoter sous la plaque pour étaler la masse, laisser crouter (reposer)30mn avant la cuisson.

Cuisson à 140° ventiler pendant 12mn et laisser bien refroidir avant de les détacher.

Sophie Deveaux

GANACHE EXOTIQUE

- 250g chocolat blanc
- 250 de crème à fouetter + 40%
- 1 gousse de vanille
- 250g de coulis (ananas + exotique + mangue)
- 100g rhum (1 petit verre)
- Mélange samba (fleur hibiscus, écorce arbre fruitier)

Mettre le tout sauf le chocolat à ébullition puis verser en 3 fois dans le chocolat tout en mélangeant (faire fondre le chocolat), texture brillante et élastique. Si reste des grumeaux, donner un coup de mix-soupe. Mettre l'appareil au frigo pour qu'il épaississe , la mettre dans une poche et la garder au frais. !!!Plan de montage : c'est mieux de faire les macarons la veille, surtout bien les filmer et les conserver au frais.

Bon appétit! Sophie Deveaux

PORTRAIT D'UNE REUNIONNAISE EN BELGIQUE

Lauriane Cayet-Boisfort

D'où êtes vous originaire précisément à la Réunion?
Originaire de Saint-Denis, j'ai effectué ma scolarité au Collège Juliette Dodu, au lycée Lislet Geoffroy, et à l'université de la Réunion.

Quelles sont les motivations qui vous ont poussées à quitter la Réunion?
Tout simplement : le besoin viscéral de vivre un peu partout. La vie est si courte, il faut en profiter selon ses envies. Depuis que j'ai quitté la Réunion, j'ai vécu à Montréal, Toulouse, Washington D.C., Londres et Manille. Je suis aujourd'hui résidente à Bruxelles.

Quel a été votre parcours (études et expériences professionnelles) et quelle est, aujourd'hui, votre situation professionnelle?
Formée en Sciences de la Vie et de la Terre à l'université de la Réunion, je me suis spécialisée en sciences de l'information géographique appliquée à l'Environnement, avec un Master en Systèmes d'Information Géographique (SIG) de l'Institut National Polytechnique de Toulouse et un *Post-Graduate Diploma* en télédétection de *University College London*. Aujourd'hui, je travaille à Bruxelles, comme Chef de projet, dans un cabinet d'ingénieur spécialisé en photogrammetrie et en produits cartographiques. Auparavant, j'ai travaillé comme spécialiste en géomatique, au WWF-US, au World Resources Institute (WRI) et à la Banque mondiale.

Quels sont vos projets actuels?
Planifier un voyage en Amazonie ; contribuer au développement de l'Association Réunion-Belgique ; participer à un projet humanitaire ; un doctorat dans le domaine de la cogestion forestière tropicale ?

Quel regard portez-vous dorénavant sur la Réunion, en particulier sous l'angle économique et social?
Il est indéniable que la Réunion a un fort potentiel pour se développer de l'intérieur et de l'extérieur (par sa diaspora). Partout dans le monde, les écarts de richesse se creusent, et la Réunion n'est pas épargnée. Je vois bien que le fait d'être français de la Réunion, nous donne droit à certaines aides financières et opportunités de carrière auxquelles beaucoup de personnes sur la terre sont privées. Il faut donc que les dirigeants et tout un chacun saisissent cette chance.

Qu'appréciez-vous dans votre environnement actuel qui ne vous serait pas accessible à la Réunion?
L'accès à des activités culturelles ; le fait de vivre dans une ville où tout se fait à pieds, à vélo, ou en transport en commun ; le côté international de la ville (quartiers portugais, africain, polonais, nord Africain …)

La mobilité est-elle selon vous une clé pour la réussite ?
Cela dépend de la définition de « réussite ». La mobilité est un moyen de s'en sortir si besoin-est ou de s'épanouir pour certains.

Envisagez-vous de revenir vivre sur l'île ou de vous expatrier ailleurs ?
Bien entendu, j'envisage les deux.

Interview réalisée par Frédéric CELESTE

PRESENTATION DE LA NOUVELLE EQUIPE DE L'ASBL REUNION-BELGIQUE

L'asbl Réunion Belgique a été fondée à Bruxelles en 2008 par Laurent Dennemont et Yola Minatchy. En 2012, une nouvelle équipe nous accompagne dans notre volonté de tisser des liens entre La Réunion et la Belgique. Nous ont rejoint dans notre belle aventure humaine, Frédéric Celeste et Séverine Payet.

Yola Minatchy: Présidente d'honneur

"Si je devais être un arbre de mon île natale, j'aurai souhaité être un Fanjan, une fougère arborescente endémique de La Réunion."

Frédéric Celeste: Président

"Si l'opportunité m'était donné de côtoyer un personnage de l'histoire de la Réunion, ce serait sans conteste Ambroise Vollard. Sa vie durant, il a été curieux, inventif, avant-gardiste. Ecrivain, éditeur, collectionneur d'art, Ambroise Vollard est celui, qui en 1895, organisa la première exposition de son ami Cézanne. C'est encore lui qui acheté les premières peintures de Picasso, Renoir et Gauguin…
Personnage peu ou mal connu, la vie d'Ambroise Vollard gagnerait à être mis plus en relief à l'adresse de la jeunesse réunionnaise."

Séverine Payet: Secrétaire

"Si j'étais un paysage réunionnais, je serai le Cap Méchant. Extraordinaire lieu de rencontre entre les falaises volcaniques et l'Océan indien situé sur la commune de Saint-Philippe au Sud de La Réunion. Les vagues déferlent avec une intensité telle que l'écume surplombe la falaise et vous laisse spectateur du combat entre la mer et la pierre. A côté de cela, les vacoas restent impassibles à l'abondance de vent, de pluie ou de soleil. On ne peut que rester humble face à la beauté et à la force de la nature. "

Laurent Dennemont: Trésorier-Webmaster

"Si je devais conserver un seul objet, ce serait certainement mon pilon en pierre de lave. Cet objet usuel du quotidien me suit partout depuis mon départ de la réunion en 2000. Façonné par l'un des derniers tailleur de pilon traditionnel dans un bloc de lave, il représente un petit bout de mon île qui trône au milieu de ma cuisine."

POUR RECEVOIR CETTE NEWSLETTER PAR MAIL, S'INSCRIRE SUR : frederic.celeste(at)skynet.be

ASBL Réunion-Belgique
www.reunionbelgique.be
Email: 974laurent@gmail.com
Adresse: 1065 Chaussée de Waterloo à 1180 Bruxelles
tel: 0032 (0) 475 96 06 32
Rédacteur en chef: Yola Minatchy
Edito: Frédéric Céleste
Rédacteurs : Yola Minatchy, Frédéric Céleste, Séverine Payet, Laurent Dennemont, Laurianne Cayet-Boitfort, Sophie Deveaux.
Mise en page & concept : Laurent Dennemont
Invité d'honneur: Laurianne Cayet-Boitfort
N'imprimez que si nécessaire!